

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 195

Rubrik: La semaine dans les kiosques alémaniques

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les militaires et l'impossible

Les militaires s'efforcent de donner à l'instrument qu'ils dirigent la plus grande crédibilité. Ce qui est normal puisque tel est leur métier. Ce qui l'est moins, c'est qu'à leurs yeux la crédibilité ne peut être que totale, ou n'est pas. « Débâcle » et « samedi noir » fulminait le commandant de corps Studer, chef des troupes d'aviation et de DCA. Cet état d'esprit est d'ailleurs partagé par bien des milieux civils ; ainsi la NZZ qui voit se dessiner le spectre d'une défense nationale à bon marché (mardi 12. 9.). Or, chacun le sait bien, les responsables militaires de notre défense les premiers, que seuls les Etats-Unis et l'Union soviétique possèdent une crédibilité totale. Et que nous devons nous contenter pour notre part d'une crédibilité à la mesure de nos moyens démographiques, financiers, techniques et politiques. Ainsi en étions-nous arrivés (DP 193) à nous demander si l'acquisition d'un avion d'appui de la troupe au sol, tel que devait être le Corsair, était vraiment une nécessité, non pas dans l'absolu, mais eu égard à notre situation. Car la tâche de l'aviation n'est-elle pas en priorité de défendre l'espace aérien en cas de neutralité armée ? Quant au conflit total qui se déroulerait sur notre sol, il ne pourrait être alors que mondial. Or nous savons d'avance que nous ne serons alors pas seuls et que protégés ou non par l'aviation d'appui, la seule quinquillerie de nos divisions blindées, risque de ne tenir que l'espace d'un baroud d'honneur, laissant éventuellement aux fantassins accrochés au sol le soin de poursuivre une possible résistance. Un sondage effectué au printemps 1971 par Isopublic, Zurich, à la demande de la maison Bührle-Oerlikon, fait d'ailleurs clairement apparaître ce problème au niveau de l'opinion publique. 79 % des personnes interrogées

dans l'ensemble de la Suisse approuvent en effet le principe que la Suisse possède une armée, mais 52 % (74 % en Suisse romande) estiment que les dépenses militaires actuelles sont trop élevées. Au-delà de l'habituelle rogne et grogne, ces chiffres ne traduisent-ils pas le fait que les citoyens jugent actuellement disproportionné par rapport à la menace l'effort de défense auquel il doit consentir ? Et ne réagit-il pas comme un preneur d'assurance qui compare l'absence de sinistre au coût élevé de sa prime ?

Armée et politique

On ne sortira pas du dilemme en se disant que les circonstances étaient identiques dans les années 1925-1932, lorsque sous la poussée conjugée de l'antimilitarisme de gauche et des espoirs mis dans la SDN de nombreux citoyens en étaient venus à renier la défense nationale. Car la situation générale en Europe et de l'Europe dans le monde a beaucoup changé. Et le problème de l'armée et des armements également. La décision du Conseil fédéral est donc une occasion pour une Suisse que ne menace aucun voisin direct de reposer le problème de sa défense nationale. Mais ce réexamen, s'il est laissé aux seuls spécialistes, ne dégagera aucune alternative réelle à la conception actuelle. Il faut donc que les citoyens, là où ils sont rassemblés, puissent participer au débat général. Et que les partis politiques adoptent enfin des positions concrètes quant aux bases de leur politique militaire. Ce serait là un signe, nouveau chez nous, de leur crédibilité politique et une contribution efficace à la définition d'une défense nationale qui, avant d'être crédible, doit être réaliste.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Les chevaux n'en savent encore rien

La décision du Conseil fédéral à propos de l'achat d'avions de combat est commentée dans les deux hebdomadaires politiques. Dans le « Sonntags Journal » (38), le colonel brigadier Kurt Werner, docteur ès lettres et chef d'état-major de l'aviation, constate, en conclusion de ses réflexions, que seul le « Corsair A-7 » répond à toutes les conditions spécifiques de la Suisse et dispose d'un armement en avance sur son temps.

Dans la « Weltwoche » (37), Rudolf Bächtold conclut que les 20 millions dépensés pour l'évaluation ont malgré tout été dépensés à bon escient : le fait que l'on ait dû admettre que les décisions d'un gouvernement ne peuvent pas être programmées vaut le prix de cet investissement ; « on peut de nouveau gouverner à Berne ».

La « Weltwoche » consacre quelques colonnes aux affaires nationales. Le vote populaire du 24 septembre permet à un partisan de l'initiative (le président du PSS : Arthur Schmidt) et à un adversaire (le radical soleurois Daniel Müller) d'opposer leurs arguments. Le rédacteur, Ulrich Kägi, continue sa campagne contre l'initiative en accusant ses partisans d'être des adversaires camouflés de la Défense nationale. Une comédie de Gæthe a été adaptée aux temps modernes sous le titre « Torquate Dassault ». Les personnages : Antonio Montegnägino, ministre de la guerre, Alvisch II, son conseiller, Leonore von Schult-Este, confident d'Antonio, Torquato Dassault, un Milanais, Aérospace Sanvitale, un corsaire.

Mentionnons encore un article sur les difficultés de la presse romande avec des indications sur quelques journaux menacés : « Le Fribourgeois », le « Journal d'Estavayer » et une information selon laquelle la « Gazette-NRL » et le « Journal de Genève » disposeront de quelques pages communes dès novembre.